



Sommations des généraux aux protagonistes

atolotr'i Sylvain Ranjalahy et Iloniaina Alain,

18/02/2009 @ 03:07

Par la voix des plus hauts gradés, la «Grande muette» est sortie de son silence. Elle lance un sérieux avertissement aux deux protagonistes de l'actuelle crise politique.

Accusées de passivité et d'indifférence face à la crise actuelle, les forces armées se sont enfin manifestées. Au cours d'une conférence de presse donnée hier à Ampahibe, cinq officiers généraux les plus anciens et les plus hauts gradés ont annoncé leur position face au contexte de crise. «Si la recherche de solution entre les deux protagonistes échoue, nous prendrons nos responsabilités en tant que dernier rempart de la République et de l'unité nationale», a déclaré le vice-amiral Hyppolite Rarison Ramarason, porte-parole des cinq généraux qui comprenaient Ranto Rabarison, Fred Rakotovao, Rivo Hanitra Razafindralambo et Claude Ramananarivo.

Le ministre de la Défense, le vice-amiral Mamy Ranaivonarivo assistait à la conférence. Une illustration du respect de la légalité par ces «trois étoiles» qui ont rencontré le président de la République mardi. Une occasion pour eux de dire les quatre vérités au chef suprême des armées. «Les discussions ont été fermes et honnêtes», confie le vice-amiral Hyppolite Ramarason pour souligner qu'ils n'étaient pas venus pour faire allégeance au Président. Outre les indélicatesses et les limogeages fréquents et en série au sein des forces armées dont des généraux de la délégation sont victimes, la tuerie du 7 février à Ambohitsorohitra aurait été dénoncée.

Un nouveau carnage scellerait la rupture. L'heure était donc en quelque sorte au rétablissement du vrai rôle de l'armée. «Les forces armées sont parmi celles qui exigent une solution rapide à la situation actuelle. Elles ne sont pas faites pour prendre le pouvoir mais elles sont toujours prêtes à prendre leur responsabilité», indique un communiqué lu par le général Fred Rakotovao, hier.

Les cinq généraux n'ont pas donné de précision sur la forme de prise de responsabilité, ni donné une date butoir aux deux protagonistes. Ce qui est certain, c'est que les deux camps sont avertis d'une éventuelle intervention de l'armée si la crise perdure.

Laver l'affront

Ce qui ne s'apparenterait pas à un coup d'État militaire si le pays se trouve dans un état de nécessité. D'ailleurs, le schéma s'était déjà produit en 1972 et en 1975 où la communauté n'avait rien à redire. Les contextes ont certes changé avec l'avènement de la démocratie mais si c'est la seule façon de sauver la situation, les bailleurs de fonds seraient-ils contre ?

L'opinion lassée par les désagréments créés par cette crise et les conséquences désastreuses qu'elle cause à l'économie salue déjà cette position de l'armée. «Vivement un pouvoir qui puisse remettre de l'ordre. Peu importe qu'il soit civil ou militaire, l'essentiel c'est que les gens puissent travailler dans la sérénité. Avec cette crise le pays descendra encore plus bas», commente un opérateur.

Cette action permettrait à l'armée de faire d'une pierre deux coups. Elle efface l'attentisme coupable lors de la journée du 26 janvier tout en clouant le bec aux généraux à la retraite qui ont perdu leur devoir de réserve.

Une situation héritée de la crise de 2002 où beaucoup d'officiers avaient rallié le camp «légitime» de Marc Ravalomanana. Ceux qui étaient restés dans la légalité avaient été dégradés. Ces généraux veulent laver l'affront et préviennent toute prise de position en faveur de l'un des deux camps. «Nous, les aînés en activité, prenons la responsabilité de faire une déclaration pour effacer le doute qui plane chez vous, les cadets», soutient le général Fred Rakotovao rapportant le communiqué. Une mise en garde à peine voilée.

Les six « aînés »

Le médecin-général Fred Rakotovao, le plus ancien des plus hauts gradés, a lu le communiqué, dans les locaux du ministère de la Défense nationale, hier. Il était entouré du vice-amiral Hyppolite Rarison Ramarason, du général Claude Ramananarivo, du général Rivo Hanitra Razafindralambo et du général Ranto Rabarisoa.

Le général Lucien Raharijaona, ancien commandant de la Gendarmerie, a été absent du rendez-vous. «Il a été malade», ont indiqué les autres officiers généraux présents.

Le vice-amiral Mamy Ranaivoniarivo, ministre de la Défense nationale, s'est également aligné aux côtés des quatre officiers généraux. Il a été l'«hôte» de la conférence.

Sylvain Ranjalahy et Iloniaina Alain

Source : <http://www.hebdosoa.co.cc/news.php?lng=mg>



Déclaration à la Nation

Conférence des Evêques de Madagascar

18/02/2009 @ 01:59

Déclaration à la Nation

La Paix du Seigneur soit toujours avec nous

“Tu leur porteras mes paroles, qu’ils écoutent ou qu’ils n’écoutent” (Ez 2,7a)

1) Nous sommes en pleine période cyclonique. L’Eglise est toujours en syntonie avec la nation face aux évènements: la tempête a ravagé la région ouest de l’Ile, particulièrement Morondava et ses environs ; par suite, des propriétés ont été détruites et des personnes ont trouvé la mort.. Pareils malheurs qui frappent nos proches et voisins éveillent la solidarité et la compassion. Que soient remerciées les mains qui se sont ouvertes pour témoigner de la solidarité

Nous sommes aussi au courant des évènements vécus par la nation, ces derniers temps, dans plusieurs régions, surtout à Antananarivo: à savoir, des perturbations, des pillages et dévastations de bien, des fusillades tuant beaucoup de victimes. La déception générale en est la cause; ce mal qui ronge la vie de la nation et qui provoque tant de mécontentement et de découragement chez le peuple

Face à cette situation

D’une part, nombreux sont ceux qui entrent en cène pour arranger, réconcilier, faire l’intermédiaire, chercher une issue à cette impasse. Il y a eu aussi bien de déclarations pour solliciter le calme et le retour immédiat au train de vie ordinaire de la nation. Que ces médiateurs trouvent ici notre reconnaissance.

Mais d’autre part, quel dommage de constater que l’on continue encore à se provoquer mutuellement, à s’exciter et se terroriser sous différentes formes sur les lieux publics et par les mass media. On ne se soucie guère des compatriotes victimes de cet affrontement

Il en résulte un blocage des efforts de médiation pour trouver une issue ; et l’on appréhende une guerre civile entre malgaches.

C’est pourquoi, le Conseil Permanent de la Conférence des Evêques réaffirme avec vigueur les déclarations et appels qu’il a déjà faits occasionnellement depuis le début de ce conflit.

L’homicide est inacceptable qui qu’en soient les responsables, d’où que viennent les ordres, quels qu’en soient les motifs ; c’est un crime abominable. La vie est sacrée. Dieu seul en est le maître. Nous demandons que l’on mette en lumière la vérité sur cette affaire et nous espérons qu’on ne la refera jamais plus. Nos ancêtres disaient justement: la faute dont on se repend justifie, la justice qu’on applique servilement culpabilise

Nous sommes conscients toutefois que la situation est très complexe ; elle exige, de tout le monde, la conversion. Le temps est justement venu d’actualiser cette caractéristique malgache du Fihavanana qui requiert l’amour de la patrie et l’unité nationale. Avec un peu d’humilité, nous n’aurons de souci que pour le bien de la nation et non pour l’argent ni pour le pouvoir

La présente difficulté qui nous accable requiert des citoyens patriotiques et des dirigeants disposés à assumer leur responsabilité et à trouver une issue à cette situation. On ne peut que féliciter ces personnes de grande responsabilité qui sont fidèles à la voie de leur conscience et de leur foi nourrie par leur éducation, et qui ont refusé le génocide et l'injustice. Qu'il y en ait d'autres à suivre l'exemple. Il est temps de renforcer l'unité nationale et de mettre fin aux discours inutiles. Il est absolument nécessaire de changer notre manière habituelle de gouverner le pays. Nous tenons ici à dire notre appréciation pour la prière que nous avons faite ensemble. Le redressement de la nation ne se fait pas en un jour, continuons à prier. « *Si le Seigneur ne bâtit la maison, en vain peinent le bâtisseurs* » (Ps 127,1)

3) Conclusion: que ce message vous apporte à tous et à chacun une lueur d'espérance et d'encouragement. De plus, nous allons commencer le carême qui va nous conduire à Pâques, où nous célébrons le Christ, vainqueur de la mort. C'est avec joie que nous vous annonçons la prochaine béatification du Cher Frère Raphaël Louis Rafiringa. Plusieurs vertus l'ont caractérisé: il fut un réconciliateur, un patriote, un défenseur de l'unité nationale et de la culture malgache. « Etoile de l'éducation » il est un modèle à suivre, particulièrement dans la situation où nous nous trouvons actuellement. Ainsi, on vous invite tous à vous préparer de tout cœur à venir remercier Dieu ensemble le 7 juin 2009 à Antananarivo, jour où il sera proclamé Bienheureux. Nous confions à la Vierge Marie, Reine de Madagascar tous les efforts que nous ferons pour unifier et développer notre nation. Nous vous bénissons tous

Le 13 février 2009
Le Conférence des Evêques de Madagascar

Source : <http://www.hebdosoa.co.cc/news.php?lng=mg>

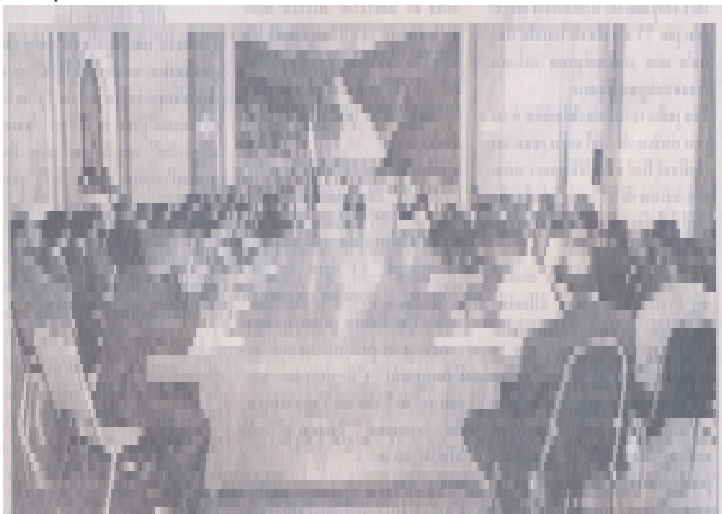
Le Président Marc Ravalomanana "Eviter la guerre civile Et sauvegarder l'unité nationale"

Le Président de la République, Marc Ravalomanana, a reçu collectivement dans la matinée d'hier, au Palais d'Etat d'Iavoloha, d'importantes délégations composées de représentants de l'organe trioka de la Sade, de dirigeants de la Fjkm, ceci, en présence de représentants des parlementaires des deux Chambres.

La Sadc réitère

l'importance du dialogue Face aux parlementaires, Lufto Dlamini, Ministre des Affaires étrangères du Royaume du Swaziland, et chef de cette délégation de la troïka de la Sadc (laquelle est composée actuellement du Royaume du Swaziland, de l'Angola et de la Mozambique, et expressément responsable de la paix et de la stabilité auprès des Etats membres de la Sadc), a fait savoir que ces hauts responsables de la Sadc sont en mission d'évaluation de la situation politique à Madagascar, après la récente visite à Madagascar du Secrétaire Exécutif de la Sadc, le Dr Augusto Salomao, lequel fait une fois de plus partie de cette délégation. Conformément au souhait des leaders de la Sadc et à l'approche de la troïka, ces émissaires de la Sadc ont réitéré, l'importance du

processus de dialogue, d'échanges et de rapprochement face aux divergences de la troïka de la Sadc, le privilégiant notamment le processus interne et exprimé sa reconnaissance, Le Président de la République a souligné que "cette visite a, dans la foulée, reçu solution du conflit entre et la confiance accordées par les quatre dirigeants du Malgaches, de manière la communauté de la Sadc Fjkm, lesquels, selon Monpacifique et selon processus sont très importantes pour seigneur Odon Razanakolona, sus légal. Selon, Monsieur Madagascar", et précisant "ne restent pas indifférents Lufto Dlamini, leur mission que Madagascar étant un et traitent les affaires natio-sion est de rencontrer toutes membre à part entière de la nales en priorité actuelles parties, pour encourager Sade, cette dernière se doit ment". L'occasion a été pour la population malgache, à d'intervenir face aux situations ces Chefs d'églises de manifester la Constitution, à l'instabilité survenant fester une fois de plus leur avoir des dirigeants démo- dans le pays; Cette visite volonté de collaborer afin de crati- que- ment élus", notamment fait également suite à la ren- trouver ensemble des solument en perspective de contre entre le Premier tions viables au problème



Les parlementaires chez le Chef de l'Etat

l'accueil du Sommet de ministre malgache, Charles l'Union africaine, qui reste Rabemananjara, et les repré- un honneur pour le peuple sentants de la Sade au dermalgache, mais aussi pour la nier Sommet de l'Union communauté de la Sadc", africaine, à Addis Abeba, selon ses termes. afin d'informer la commu-

Confiance de la communauté internationale

nauté de la situation politique malgache et de réfléchir sur la contribution de la Sadc pour parvenir à une maîtrise de la situation.

Trouver ensemble des solutions viables

actuel, et un terrain d'entente entre les parties.

Eviter la guerre civile Le Président de la République a, en effet, reçu les représentants des deux Chambres, venus lui manifester leur solidarité et lui rapporter les faits réels, face à la détérioration des canaux de communication nationaux (menaces avérées d'incendie des biens des parlementaires ou encore des motos récemment acquises pour les maires). Le Chef de l'Etat a notamment sollicité ces parlementaires à "calmer la population et à restaurer sa confiance", il est impératif, selon le Président de la République, d'éviter une dégénérescence des conflits en guerre civile ou en guerre ethnique, et de préserver l'unité nationale.



Communiqué publié par

le 20 FEVRIER 2009

Cercle de Réflexion pour la démocratie-Madagascar

Groupe des Malgaches et Amis au Canada qui participe activement à la mise en place de la démocratie pour la stabilité politique de Madagascar. Ici nous décrivons nos valeurs, nos objectifs ainsi que nos actions. Dans ce blog également que se trouve des échanges avec toutes ressources de bonne volonté pour accompagner le vent de changement à Madagascar.

Face aux événements politiques qui se sont succédé à Madagascar depuis le 27 janvier 2009. Nous Malgaches vivants au Canada ne pouvons être insensibles et ne pouvons nous taire sur la tournure malheureuse et regrettable du mouvement de revendication d'une vraie démocratie que les Malgaches ont demandé depuis toujours.

Nous Malgaches vivants au Canada présentons notre solidarité à ce mouvement populaire et à nos compatriotes qui luttent pour la liberté, la démocratie et l'égalité dans notre pays. Nous sommes un peuple qui restera toujours solidaire et qui exprimera fort et encore plus fort tant qu'il y a un gouvernement qui s'assoit sur notre droit le plus fondamental qu'est la liberté d'expression. Nous sommes convaincus que pour sortir de la crise politique actuelle, il faut mettre en place une autorité de transition pour une durée bien déterminée.

En effet, nous invitons toutes les forces vives à Madagascar comme à l'extérieur à soutenir les efforts menant à l'instauration d'un véritable gouvernement de transition digne d'unité nationale. Le régime de transition aura pour première mission principale la révision en profondeur de la constitution et fixer les échéances des élections libres, démocratiques et transparentes à Madagascar. Sa deuxième mission est socio-économique, la plus difficile peut-être, non seulement pour rétablir la confiance des bailleurs de fonds et des investisseurs, mais surtout pour redonner confiance en leur avenir au peuple malgache.

Aussi, nous demandons le départ de Marc Ravalomanana sans condition et que celui-ci devrait être traduit devant un tribunal impartial pour répondre à tous ses agissements avant et durant cette crise, à noter la tuerie du 07 février 2009. Enfin, au nom du Fihavanana – la sagesse traditionnelle malgache, nous demandons à tous les malgaches d'être unis afin que le vent du changement et la liberté d'expression deviennent réalités dans notre pays.

Cercle de Réflexion pour la démocratie à Madagascar

Jonarivelo Tsitanandahy – Assidu Madagascar

Rivotiana Nathalie

Jimmy Belafonte Raharijaona

Joe Anaclet Rakotoharison

Djaojoma Christophe

by [quebec-madagascar](http://quebec-madagascar.blog.ca/)

09/04/2009 – 08:07:20

Source : <http://quebec-madagascar.blog.ca/>



20 FÉVRIER 2009

Midi Madagasikara no. 7764 du vendredi 20 février 2009

Ministère de l'Intérieur Rakotonirina Gervais « limogé- »

Un mois et demi après sa nomination (le 4 janvier dernier), en tant que ministre de l'Intérieur, Rakotonirina Gervais a été « relevé » de ses fonctions pour des « raisons de santé ». Veir « limogé », en quelque sorte. C'est ce qui a été décidé, en conseil des ministres, dans la matinée d'hier, à l'Avohy. Pour procéder à la nomination de Rabenja Sehenarisoa, administrateur civil, à sa place. Ce conseil s'est penché aussi à l'examen de l'évolution des affaires nationales et de la recherche de solutions au contexte politique.

Troïka. Par la suite, le Président de la République, Marc Ravalomanana, a reçu d'importantes délégations composées de représentants de l'organe troïka de la SADC, de dirigeants de la FFKM, et de représentants des parlementaires des deux Chambres. Ainsi, luttu Dlamini, ministre des Affaires étrangères du Swaziland, et chef de cette délégation de la troïka de la SADC, a fait savoir que ces hauts responsables de la SADC sont en mission d'évaluation de la situation politique à Madagascar.

Le Chef de l'Etat a, dans la foulée, reçu les quatre dirigeants du FFKM, lesquels, selon Monseigneur Oden Razanakelona, « *ne restent pas indifférents et traitent en priorité les affaires nationales actuelles* ». L'occasion a été pour ces Chefs d'églises de manifester une fois de plus leur volonté de collaborer afin de trouver ensemble des solutions viables au problème actuel, et un terrain d'entente entre les parties.

Solidarité. En outre, le Président de la République s'est entretenu avec les représentants des deux Chambres, venus lui manifester leur solidarité et lui rapporter les faits réels, face à la détérioration des canaux de communication nationaux. Le Chef de l'Etat a notamment sollicité ces parlementaires à calmer la population et à restaurer sa confiance. Il est impératif, selon le Président de la République, d'éviter une dégradation des conflits en guerre civile ou en guerre ethnique, et de préserver l'unité nationale.

Recueillis par Dominique R.

Le Quotidien

20/02/09 Sehenarisoa, nouveau ministre de l'Intérieur

Dans la matinée d'hier, le Président de la République, Marc Ravalomanana, a dirigé un Conseil des ministres, au Palais d'Etat d'Iavoloha, consacré, selon sa déclaration en début de séance :

- à l'examen de l'évolution des affaires nationales et de la recherche de solutions au contexte politique
- à l'examen des lourdes

engendrées par la situation de crise

- au remaniement gouvernemental et au remplacement "pour des raisons de santé" du Ministre de l'Intérieur par la nomination de Rabenja Sehenarisoa, Administrateur civil, compte tenu de la responsabilité incombée à ce département pour assurer adéquatement la sécurisation du territoire national.

20 FEBROARY 2009

**Fanambarana ataon'ny Fiaraha-monim-pirenena
eto Fianarantsoa Matsiatra Ambony**

Manoloana ny toe-draharaha mafana vay iainan'ny Firenena ankehitriny, dia tsy hain'ny Fiaraha-monim-pirenena eto Fianarantsoa ny hangina sy tsy hitondra ny fomba fijeriny ho fandraisany anjara amin'ny fiatrehana sy famahana ny olana. Iaraha-mahalala manko fa miteraka krizy ara-piaraha-monina sy ara-toe-karena ny fisian'izao adilahy politika eto amin'ny tany sy ny firenena izao. Singanina manokana amin'izany ny famoizana ain'olona sy ny faharavam-pananana, ny firongatry ny tsy fandriampahalemana, ny fitotongan'ny fahefa-mividin'ny valala tsy mandady harona, ny fikorontan'ny seha-pihariana.

Ka noho izany, takianay ny fampiharana ireto fepetra manaraka ireto :

1. Ny fifanantonan'ny mpifanandrina roa tonta faran'izay haingana indrindra mba hahafahana mikaroka ny vahaolana maharitra
2. Ny fijoroan'ny Fiangonana sy ny tafi-bahoaka ho hery mpanelanelana hatrany ;
3. Ny fampitsaharana tsy misy hatak'andro ny fanehoana fihetsika sy fomba fiteny mety hitarika fanafintohinana na avy amin'ny andaniny na avy amin'ny ankilany izay efa hafatra nampitain'ny Ray aman-dReny FFKM ;
4. Ny firosoan'ireo mpiara-miombon'antoka amin'ny fitadiavana izay vahaolana maharitra mba tsy hiverimberenan'ny toe-javatra tahaka izao intsony ;
5. Ny fitandrovana ny ain'olona sy ny fananany ;
6. Ny hanaovana loabary an-dasy mahakasika ireto lafin-javatra manaraka ireto : *ny lalampanorenana, ny fitsinjaram-pahefana, ny sata mifehy ny fifandraisana sy ny fifidianana, ny fampijoroana ny Fitsarana an-tampony, ny fitondrantenan'izay ho mpitondra, ny fifandanjam-pahefana ;*
7. Ny tsy fiandanian'ny haino aman-jerim-panjakana amina firehan-kevitra politika mba hisorohana ny voka-dratsin'ny fampanjakana hevi-tokana (unilatéralisme) ;
8. Ny fandraisan'ny Fiaraha-monim-pirenena isam-paritra andraikitry amin'ny fandrafetana ny paik'ady hametrahana ny tena fanjakana tsara tantana sy ny demokrasia marina eto Madagasikara ;

Natao teto Fianarantsoa, faha- 20 febroary 2009

Manao Sonia ny fanambarana :

**RAZAFINDRAHASY Amélie,
RATSIZAFY Anjaratiana,
RAZAFIMALALA Jeanne Honorine,
RAZAFIMANDIMBY Josvah,
RAZAFIMAHATRATRA Paul Gabriel,
RANAIVOSON Simon,
ANDRIASOLOTIANA Emilien,
RAZAFINDRAMASY Boniface,
RATEFINJANAHARY Ando,
RAKOTO RAMANIRAKA Rivo,
ANDRIAMIHAJA Eugène,
RAKOTOBE RATSIMANISA**

----- Original Message -----

From: [Equipe pédagogique ISCAM](#)

To:

Sent: Friday, February 20, 2009 4:15 PM

Subject: SOS Madagascar

Mesdames, Messieurs,

Face à la situation qui prévaut actuellement à Madagascar, nous vous prions de trouver ci-après l'interpellation lancée par le Laboratoire ELM « Ethique, Leadership et Management ».

Nous invitons toutes les personnes intéressées à contribuer à la recherche de solutions efficaces et durables à se manifester par retour de mail.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, nos salutations distinguées.

Emmanuel Djacoba TEHINDRAZANARIVELO, PhD

Directeur du Laboratoire ELM

INSTITUT SUPERIEUR DE LA COMMUNICATION, DES AFFAIRES ET DU MANAGEMENT

LABORATOIRE ELM « ETHIQUE, LEADERSHIP ET MANAGEMENT »

1. CONTEXTE HISTORIQUE ET POLITIQUE

Depuis son indépendance en 1960, Madagascar a connu trois Républiques ayant toutes enregistré des troubles sociaux cycliques sanglants et répétitifs. Chronologiquement ces troubles sociaux ont eu lieu en :

- 1971 : Révolte dans le Sud réprimé par les armes. Pertes en vies humaines
- 13 mai 1972 : Manifestation populaire. La garde présidentielle tire sur la foule. Pertes en vies humaines
- 1991 : Grèves dans tout le pays.
- 10 août 1991 : mouvement populaire. Tentative de prise du Palais d'Etat à Iavoloha. La garde présidentielle tire sur la foule. Pertes en vies humaines
- Décembre 2001 à mars 2002 : Contestation des résultats de l'élection présidentielle. Affrontement entre les deux camps. Pertes en vie humaines. Destruction des infrastructures publiques et emprisonnements massifs.
- 26 janvier 2009. Destruction et pillage des magasins, centres commerciaux stations radios dans toute l'île. Pertes en vie humaine
- 7 février 2009. Tentative de prise du Palais d'Etat d'Ambohitsirohitra. La garde présidentielle tire sur la foule. Pertes en vies humaines.

DES REALITES CONTRADICTOIRES

La vie quotidienne du peuple malgache exprime et retrace la culture qui lui est spécifique.

La valeur sociale de « fihavanana », basée sur la solidarité et la bonne entente, passe avant tout quelles que soient les situations qui prévalent ; elle constitue par ailleurs le leitmotiv dans tout discours politique.

Le « kabary », moyen de communication, conforte à tout moment et en toute occasion la place du « fihavanana » reflétant la sagesse des malgaches et donc de la nation. Cette culture témoigne en effet la tolérance au profit de l'union, l'unité dans la diversité étant le centre d'intérêt principal.

C'est même par le biais de cette culture que des soulèvements populaires ont pu avoir lieu à des fins politiques. On note ainsi les événements de 1947 qui étaient organisés dans les quatre coins de l'île dans le cadre de la lutte pour l'indépendance, les crises de mai 1972 contre le régime TSIRANANA, celles de mai 1991 et celles de décembre 2001 à mars 2002 contre le régime RATSIRAKA.

DES PROBLEMATIQUES

- 1- Le peuple malgache reconnu être pacifique et aimant le « fihavanana » a-t-il perdu cette valeur pour oser aller au-delà de sa propre culture dans la recherche d'une nation digne de vivre en paix, dans la sérénité et la prospérité?
- 2- La pauvreté que le peuple malgache a connue a-t-elle fait disparaître à jamais cette valeur qui faisait sa richesse et son bonheur ?
- 3- Dans la recherche d'une vie meilleure, le sacrifice en termes de perte de vies humaines n'est-il pas symbole de la valeur du peuple malgache ?
- 4- Le sens de l'Ethique retraçant la valeur morale est-il oublié ?
- 5- Quelles explications apporter aux changements de comportement du citoyen malgache quand il arrive au pouvoir ?
- 6- Le background des dirigeants n'est-il pas suffisamment étoffé pour qu'ils puissent assurer avec discernement leurs fonctions ?
- 7- Qu'attend-t-on d'un leader politique ? Quelles sont les qualités et les compétences qu'il doit avoir ?
- 8- Sur quelle forme et quel type de leadership les différents leaders politiques actuellement en exercice à Madagascar se basent-ils pour espérer diriger le pays vers le développement économique et ce, dans un climat de stabilité sociale pérenne.
- 9- Comment associer l'idée de leadership et de FIVAVANANA pour que cette notion n'occasionne plus le sacrifice du peuple mais au contraire son érudition ?
- 10- Le peuple malgache a-t-il été suffisamment éduqué pour bien vivre la démocratie tant souhaitée ? et quel type de démocratie conviendrait à la société malgache ?
- 11- Quel type de management adopter et appliquer dans l'exercice du pouvoir ? Participatif ? Autoritaire ? Paternaliste ?
- 12- Quel serait le background nécessaire exigé à tout dirigeant potentiel afin que la charte républicaine soit respectée et que le principe de l'alternance démocratique soit accepté à tous les niveaux ?
- 13- Les dirigeants ont-ils une culture de management assez étoffée pour réussir à soutenir un processus de développement basé sur l'atteinte des objectifs orientés vers une vision répondant à des performances rationnelles observées dans tous les secteurs d'activités et faisant l'adhésion de tous les acteurs tant économiques que sociaux et culturels ?
- 14- Quel serait le système de gouvernance modèle qui pourrait inciter les dirigeants, à tous les niveaux, à adopter un comportement obéissant à des éthiques comportementales acceptées, non seulement sur le plan national, mais aussi et surtout, sur le plan régional et international?
- 15- Du point de vue systémique, quels sont les mécanismes de régulation et de gouvernance à mettre en place à ce stade pour limiter toute action menée par un groupe restreint au détriment de l'intérêt général?
- 16- Du point de vue culturel, quel modèle de développement adopter / adapter / créer en vue d'assurer le développement du pays sans compromettre son identité culturelle?
- 17- Du point de vue de l'individu, quelles compétences développer afin de l'aider à s'affranchir de son contexte?...

D'innombrables questions se posent pour aboutir à la nécessité absolue d'une démarche de recherche et de réflexions profondes afin de répondre aux besoins du peuple malgache et de stabiliser l'économie nationale, les deux éléments étant inséparables.

2. *PRESENTATION DU LABORATOIRE ELM*

Le laboratoire fait partie intégrante de l'ISCAM, qui a pour vocation l'éducation et la formation prônant l'excellence, le respect et l'intégrité comme valeurs premières.

C'est un Think-tank, et en tant que tel, un laboratoire d'analyse et de dialogue dans la pure tradition académique sur des thèmes conjoncturels et structurels de la réalité malgache, régionale et internationale.

Le laboratoire offre un cadre d'échange et de mutualisation des expériences, et diffuse les résultats de ses travaux par la publication sur différents supports par différentes voies.

3. *OBJECTIF DU LABORATOIRE ELM*

Face aux problématiques citées précédemment et à la quasi inexistence de structure officielle de réflexion au niveau académique, le laboratoire s'est fixé comme principal objectif d'aider tous les décideurs à casser la spirale de désastres sociopolitiques afin de conduire la nation vers une stabilité permanente à laquelle aspire tout citoyen malgache.

Ce principal objectif est décliné aux objectifs spécifiques suivants :

- Devenir une force de propositions pour influencer utilement le débat public et trouver des solutions aux problèmes du mal développement en apportant des idées pragmatiques et originales.
- Tirer la société malgache vers le haut à travers des modalités d'accompagnement des décideurs et des faiseurs d'opinion, des groupes de femmes, de la jeunesse et des intellectuels en diapason avec la population locale.

4. *PRINCIPALES ACTIONS :*

LES RENCONTRES DE CONJONCTURE :

Discuter des sujets brûlants d'actualité. Les invités sont des personnes et personnalités issues de diverses tendances et courants d'opinions, rassemblées pour discuter de la conjoncture et rechercher des solutions efficaces et durables.

LES RENCONTRES AVEC APPROCHE TRANSVERSALE :

Le laboratoire ELM de l'ISCAM mène des programmes sur les causes profondes et les évolutions politico-stratégiques des problèmes structurels de la société malgache.

LES TRAVAUX DE RECHERCHES :

Le laboratoire s'organise sur des pôles de recherche appelés à rendre compte des problématiques et solutions possibles.

LE DEBAT :

Le laboratoire ELM offre une fois par mois un cadre informel et non partisan aux échanges de vue entre acteurs publics et privés, associatifs, analystes et experts malgaches et étrangers sous diverses formes : conférence-débats, séminaires de recherche, rencontres informelles, réceptions à huis clos autour de personnalités de premier plan.

Ces actions peuvent se passer dans la capitale ou dans d'autres villes des régions.

MANIFESTATION

Rajoelina investit quatre ministères

Après plusieurs tentatives depuis le début de la semaine, l'équipe d'Andry Rajoelina a pris quatre départements ministériels hier.

A journée d'hier est à marquer d'une pierre blanche dans les L'annales. L'équipe d'Andry Rajoelina, ancien maire d'Antananarivo Renivohitra et président de la « Haute autorité de la transition » a obtenu quatre ministères. Il s'agit du ministère de la Sécurité intérieure qui sera dirigé par le contrôleur général Organès Rakotomihantanzaka, du ministère de l'Intérieur sous les commandes de Masimana Manantsoa, de celui de l'Éducation Nationale sous la houlette de Julien Razafimanazato et du ministère de l'Aménagement du territoire et de la décentralisation, un portefeuille confié à Hajo Randnanainavelo.

« On pourrait dire que c'est une victoire écrasante si s'était un match de football », a déclaré un membre du gouvernement de Monja Roindefo, « Premier ministre de la transition », manifestant sa satisfaction. « Une action d'éclat à mettre à l'actif de la détermination du peuple », a-t-il ajouté.

Organès Rakotomihantanzaka a pour sa part donné 48 heures aux membres du personnel de



Masimana Manantsoa installé dans le fauteuil du ministre de l'Intérieur crie victoire, hier.

la Police nationale pour intégrer son équipe. « Nous allons travailler ensemble pour l'intérêt supérieur de la nation. J'invite ainsi tous les policiers en service chez les anciennes hautes personnalités de l'État à regagner le ministère », a-t-il lancé. Organès Rakotomihantanzaka a été reçu à l'entrée du ministère par le Contrôleur général Antonin Talbo, directeur général de

la Police nationale.

Après le ministère de la Sécurité intérieure, les membres du gouvernement de Monja Roindefo ont ensuite installé Masimana Manantsoa, ministre de l'Intérieur. « C'est grâce à la persévérance du peuple qu'on a réussi à prendre ces ministères. Nous allons tout de suite travailler, étant donné que les dossiers concernant ce département sont tous là », a-t-il indiqué.

Le troisième ministère pris par les ministres d'Andry Rajoelina a été celui de l'Éducation nationale. Lors de sa mise en place, Julien Razafimanazato a évoqué que les ministres de la transition ne sont plus des membres d'un gouvernement de la rue. « Nous avons maintenant nos bureaux et nous allons commencer à travailler », a-t-il annoncé.

« Pas d'année blanche »

Julien Razafimanazato a également lancé un appel à tous les directeurs interrégionaux de l'Éducation nationale ainsi qu'à tous les membres du personnel du ministère, qu'ils soient TIM ou TGV, pour qu'ils reprennent le travail. « 2009 ne sera pas une année blanche », a-t-il rassuré.

Le quatrième et dernier département ministériel conquis hier a été celui de l'Aménagement du territoire et de la décentralisation.

Durant les opérations, l'équipe de Monja Roindefo a été toujours assistée par un huissier de justice ainsi que par des membres de la presse.

Andry
Ratovo

20 FEVRIER 2009

La Gazette - dgi
VENDREDI 20 FEVRIER 2009

Politique

Le régime de Ravalomanana Le début de la fin ?

Bien que le mouvement TGV ait cours sur la Place de l'Indépendance, après trois jours, aucun mouvement, les policiers d'Andy Rajoelina ont l'impression, hier, de sceller... Ils ont ainsi réussi à prévenir quatre tentatives. Un régime de maintien a saisi les observations politiques locales et particulièrement les commentateurs internationaux. Quant à la situation en tant qu'elle s'est déroulée...

Il s'agit des déplacements successifs, pour ne pas dire hasardeux stratégiques, les réunions de l'histoire de la Nouvelle République, de l'Élysée, par exemple, et celle de la Démocratisation et de l'Administration du territoire. Ces réunions sont toujours tenues au sein de la capitale nationale. Les lieux de l'ordre social politique sont toujours nationaux, tel était le cas lors des élections générales de 2007.

Les déplacements du mouvement TGV ont ainsi, comme des déplacements, dans les bureaux des représentants concernés, pas de lui en l'air et de qui l'organise. C'est tout un système. Beaucoup ont dit que c'est peut-être là le commencement de la fin de l'ère de Ravalomanana. Voilà ce que...

Andy Rajoelina, ce soir-là, se trouve actuellement en plein mouvement. Il peut représenter un événement dans le cadre des négociations avec le chef de file, M. Ravalomanana. Ce dernier serait ainsi à l'heure de la nuit.

Dans TGV, le plus de ces réunions, est organisé comme d'habitude, par exemple, sur l'initiative de la région, avec son propre. La loi sur les qualifications de Ravalomanana se traduit par le déplacement dans les régions (Tananarive, Toamasina, Antananarivo, etc.) pour aller rencontrer le pays.

Le cadre d'origine dans une ville politique pour Ravalomanana. Ce dernier serait ainsi à l'heure de la nuit. Le chef de file n'a qu'à observer, notamment Andy Rajoelina et son mouvement dans la capitale. Et tout cela apparaît à M. Ravalomanana dans des réunions avec des délégués pour son avenir. Dès l'hypothèse ou il y a un mouvement à faire la semaine d'ici, il va, au jour ou l'autre, rendre des comptes à la nation. Ce n'est pas le GALK, qui n'a même pas eu le temps de le dire à l'extérieur, ni le CRI, une question réglable dans la région, ou les chefs de file, dont certains sont discutés par l'opposition, qui sera le sujet... Il y a qu'à suivre les négociations que M. Ravalomanana traverse son jour.

Crise politique actuelle selon la France

La solution viendra avant tout du dialogue entre les acteurs

Sur le mouvement de Andy Rajoelina, secrétaire d'État chargé de la Coopération et de la Francophonie, on peut notamment lire hier que : « Le contexte de cette évolution de la situation ne peut être vu en lien avec le plus grand enjeu global. C'est-à-dire tout le monde. La France n'est pas impliquée en tant que tel dans la Grande Ile. Plus que jamais d'ailleurs avec Madagascar de toutes ses relations politiques et culturelles et ce n'est ni lieu de voir à l'été 2009. »

Dans ce contexte, le rôle joué par le Quart d'Union de l'UE doit répondre à la question de savoir : « La crise politique ne constitue-t-elle pas une situation de crise de confiance de Madagascar ? »

« Une fois encore, cela nous est clair. Plusieurs réunions paritaires ont été organisées à Madagascar. Toutefois, il n'y a toujours pas d'accord. Pourquoi ? Il semble que le président de l'Assemblée nationale et que les chefs de file de l'opposition ne soient pas prêts à dialoguer. Pourquoi ? »

« Nous restons très optimistes sur la question de la situation à Madagascar. Nous avons eu un bon dialogue avec les représentants des deux camps. »

« Ce qui nous alarme c'est qu'il apparaît que les acteurs principaux de la situation ne sont pas prêts à dialoguer. Pourquoi ? »

« Nous avons appelé notre communauté à rester de calme et de confiance et nous avons appelé les deux camps à dialoguer. Pourquoi ? »

« Nous restons très optimistes sur la question de la situation à Madagascar. Nous avons eu un bon dialogue avec les représentants des deux camps. »

COUP FRANC

Hier, le gouvernement a été démis de quatre ministères. À ce rythme, ce sera le Président et le Premier ministre qui se retrouveront, demain, dans la rue.

TOAMASINA

Deux opposants arrêtés

Hier à Toamasina, les forces de l'ordre ont interdit la manifestation sur la Place de la démocratie. Elles ont procédé à des arrestations.

Les forces de l'ordre se sont montrées fermes hier, à Toamasina,

en interdisant le meeting de l'opposition sur la Place de la démocratie. Elles sont allées jusqu'à arrêter deux dirigeants politiques, un simple militant et deux journalistes. La *Solidarité des partis et associations politiques* (SPAP) de l'opposition n'a pas pu tenir sa réunion publique.

Les anciens parlementaires Bruno Betiana et Tabera Randriamanantsoa ainsi que le responsable de "association Tafa, Jean Loup Bardy, ont été emmenés par des éléments de l'Etat-major mixte opérationnel au niveau de la région (Emmo/Rég)

d'Atsinanana. Ils les ont conduits au bureau de la section de recherches de la gendarmerie à Analakinina. Cela a même titre que les deux journalistes de

Les dirigeants politiques divisés

Outre Bruno Betiana et Tabera Randriamanantsoa, l'ancien président de l'Opacpa, Victor Hong, l'un des dirigeants du mouvement local pro-Andry Rajoelina, Herman Tsivahiny, le secrétaire national du PSDUM, Julien Raboza et Régis Manoro de l'UNDD ont été hier aperçus dans les rangs des manifestants. Ils adhèrent à la mobilisation dirigée par Albert Zafy. Mais le Malagasy tonQa saina (MTS) de Roland Ratsiraka n'est pas de la partie. L'une de ses têtes pensantes, José Maso a déclaré mercredi lors d'une rencontre avec la presse que la manifestation sur la Place de la démocratie, déclarée zone rouge, est interdite. Selon lui, il faut que ses organisateurs déplacent la réunion publique au stade de Barika dimy.



Betiana Bruno (à g.) lors d'une réunion de l'opposition le 12 février à Ivandry.

la TV Plus, qui se sont rendus à Toamasina pour la couverture de "événement

L'arrestation a eu lieu au quatrième barrage formé par les forces de l'ordre devant le Centre provincial de la jeunesse et des sports (CPJS).

Caméraman tabassé

La scène s'est passée très vite. Ces éléments de l'EMMO ont confisqué une banderole avant de s'en prendre à Tabera Randriamanantsoa, qui n'avait pas tardé à réagir sur le comportement des militaires. Un élément cagoulé l'a alors tiré par le bras pour le dingier vers la voiture 4x4 bleue marine garée à une dizaine de

mètres.

Quatre autres membres des forces de l'ordre ont, quelques minutes après, encerclé puis tabassé le caméraman de TV Plus. Ils ont reproché à ce dernier d'avoir enregistré l'arrestation de Tabera Randriamanantsoa. «Il me semble qu'ils ont voulu prendre mon enregistrement. Pour ma sécurité, j'ai dû accepter de les suivre. L'un d'entre eux m'a demandé de ne plus bouger en me menaçant de me tirer dessus», a expliqué le caméraman, Hery Lala Andrianaivo à la sortie de la brigade de recherche au bord de la mer, hier à

16 heures 30. Il a été accompagné par son journaliste lors de son interrogatoire. C'est lui qui a confirmé que Betiana Bruno, blessé à la nuque, est aussi détenu à la gendarmerie.

Les autres personnes arrêtées n'ont pas encore été libérées jusqu'hier dans la soirée. Leurs compagnons de lutte ont mené vainement des négociations en vue de leur libération.

De son côté, l'ancien président de la République Albert Zafy aurait dû présider la réunion publique sur la Place de la démocratie. Il a suivi l'évolution de la situation à partir d'un grand hôtel à Toamasina. Il a été informé de ce qui s'est passé dehors par ses collaborateurs. Il a ainsi été le premier à donner sa réaction sur l'incident.

«Les forces de l'ordre ont leur propre éthique. Ils devraient la respecter dans l'exercice de leur mission. Pourquoi dans la capitale, les manifestations de ce genre ne sont pas prohibées?», s'est-il demandé en condamnant l'arrestation.

Mais selon le professeur, le déplacement de l'opposition à Fénérive-Est ce jour est maintenu malgré tout.

Le chef de région, Julien Andriamorasata, n'a pas pu être joint au téléphone hier soir. Au cours de l'arrestation, il a fait état de personnes arrêtées. «Ce n'est pas vrai qu'il y a des journalistes parmi eux», a-t-il déclaré.

Fano Rakotondrazaka

Le Quotidien

20/02/09 Sehenoarisoa, nouveau ministre de l'Intérieur

Dans la matinée d'hier, le Président de la République, Marc Ravalomanana, a dirigé un Conseil des ministres, au Palais d'Etat d'Iavoloha, consacré, selon sa déclaration en début de séance :

- à l'examen de l'évolution des affaires nationales et de la recherche de solutions au contexte politique

à l'examen des lourdes répercussions économiques

engendrées par la situation de crise

- au remaniement gouvernemental et au remplacement "pour des raisons de santé" du Ministre de l'Intérieur par la nomination de Rabenja Sehenoarisoa, Administrateur civil, compte tenu de la responsabilité incombée à ce département pour assurer adéquatement la sécurisation du territoire national.

21 FEVRIER 2009

Les députés du TIM unis autour du Président pour défendre la légalité

Les députés du parti majoritaire se sont rassemblés hier autour du Président de la République pour dénoncer ensemble la tentative de coup d'Etat menée par Andry Rajoelina, maire déchu d'Antananarivo.

Les élus du parti Tiako i Madagasikara (TIM) sont venus défendre la légalité à travers les institutions en apportant leur soutien au président Marc Ravalomanana. Ils ont salué la prise de responsabilité de l'armée et des policiers dans le maintien de l'ordre. Ils regrettent la désinformation suivie de surenchères permanentes faite par les partisans de Rajoelina sur la place du 13 Mai et sur ses médias privés.

Assurément soudés, les députés n'ont pas caché la difficulté à informer dans les régions, mais ont rassuré néanmoins, vouloir se mobiliser pour « protéger les biens du peuple, à préserver la paix et l'unité nationale » en condamnant « la manipulation du peuple malgache à des fins personnels et politiques. »

Appeler par le Chef de l'Etat à « calmer la population et à restaurer la confiance, » les députés déplorent le mouvement insurrectionnel et ses conséquences catastrophiques sur l'économie.

Source :

<http://www.topmada.com/2009/02/les-deputes-du-tim-unis-autour-du-president-pour-defendre-la-legalite/>

La Vérité

22 FEVRIER 2009

FACE À LA CRISE

Les scouts prêchent la paix et le « fihavanana

«L'éducation à la paix consiste à apprendre des attitudes et des compétences qui nous aident à vivre ensemble». «La conception de l'éducation est l'art de former des citoyens heureux et actifs». «La paix n'est pas seulement l'absence de guerre. La paix est un processus dynamique de collaboration entre tous les états et le peuple. Cette collaboration doit être fondée sur le respect de la liberté, de l'indépendance, de la souveraineté nationale, de l'égalité, de l'autorité de la loi, des droits de l'homme ainsi que sur une répartition juste et équitable des ressources... Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, et c'est dans l'esprit que doivent être élevées les défenses de la paix... Enraciner dans l'esprit et le cœur des jeunes les idéaux de paix, de tolérance et de compréhension est non seulement la tâche la plus noble mais aussi la plus utile qu'on puisse concevoir pour remplacer la culture de la guerre par la culture de la paix». Ce n'est qu'une partie des messages de paix lancés par les scouts, «Mpanazava sy Tily eto Madagasikara», qui se sont rassemblés à l'amphithéâtre du collège Rasalama, samedi dernier, à l'occasion de l'anniversaire de leur fondateur Baden Powel et de son épouse Olave. Avec l'appui du Pnud, cette action citoyenne est inscrite parfaitement dans la valorisation des valeurs et traditions malgaches cristallisées autour du «Fihavanana», de l'amour et du respect d'autrui.

Pour les scouts, l'éducation à la paix mérite d'être intensifiée et renforcée surtout face à la conjoncture politique actuelle qui nécessite la réconciliation, la tolérance et le respect de la dignité humaine. Cette nouvelle démarche vise à faire comprendre qu'il n'y a pas de développement réel et soutenu sans une paix durable. Une démarche qui coïncide avec l'Année internationale de la réconciliation dédiée officiellement par les Nations unies cette année pour prêcher le message de la paix et de l'amour, selon le slogan fédérateur choisi pour l'évènement «*Mitory fampihavanana*».

Noro Niaina

Lien : <http://www.les-nouvelles.com/>

RANDRIARIMANANA Lalaina

Responsable du Département Communication et Relation

TILY ETO MADAGASIKARA

Foyer chrétien des jeunes – Antsahamanitra

101 ANTANANARIVO – MADAGASCAR

Mobile : + (261) 32 40 186 60

randrilala@yahoo.fr

www.scout-tily.org

23 FEVRIER 2009

La Brigade de la SADC préparée pour intervenir à Madagascar



Les troupes de la Brigade en alerte (BEA) de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) sont prêtes à intervenir à Madagascar. L'annonce a été faite ce week-end dernier à Luanda par le chef de la mission, Matthendele Moses Dlamini. Ces troupes sont disponibles pour aider à restaurer la paix et la stabilité.

Stationnée sur la base militaire de Cabo Ledo dans la province de Bengo, cette brigade régionale est composée des éléments de Forces Armées et de la Police de respectifs pays membres de la SADC.

Selon Mathendele Dlamini, la « BEA » est à même d'intervenir en République Démocratique du Congo et Madagascar, pays en situations de conflits. Selon lui, la BEA « doit fonctionner comme un élément important dans la pacification des Etats africains. »

Sont membres de la SADC avec Madagascar, l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, l'île Maurice, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, la RDCongo, le Congo-Brazzaville, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe.

Source : <http://www.topmada.com/2009/02/la-brigade-de-la-sadc-preparee-pour-intervenir-a-madagascar/>

24 février 2009

Marc Ravalomanana – Andry Rajoelina Les négociations dans l'impasse !

La deuxième rencontre de Marc Ravalomanana et de Andry Rajoelina s'est soldée par un échec. Du

cuisant. Aucune avancée n'a été constatée dans les négociations pour résoudre la crise actuelle. Insatisfait, le leader du mouvement Tgv menace

Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina se sont rencontrés de nouveau, hier, à l'hôtel Le Hintsy, après le premier face-à-face du samedi dernier à l'Épiscopat d'Antanimena. Cette deuxième rencontre, qui n'a duré que 50 minutes, n'a pas donné les résultats attendus, selon le Président de la transition, Andry Rajoelina. Au cours de sa rencontre avec la presse, vers la fin de la journée, ce dernier n'a pas caché sa déception quant à l'avenir des discussions. « Les discussions n'ont pas répondu aux attentes du peuple. Le Président Ravalomanana a insisté sur la délégitimation du Map et la tenue du sommet de l'Union africaine ainsi que la circulation des étrangers durant cette rencontre internationale », a martelé M. Rajoelina. En clair, le locataire d'Iavoloha a totalement occulté la crise actuelle durant les négociations. S'agit-il d'une diversion ou d'une stratégie afin d'affaiblir son adversaire ?

Et ce Chef de la transition de rappliquer, sur les quatre points qu'il a évoqués au cours de ce face-à-face, le camp adverse n'a rien répondu. Outre le cas de l'ancien ministre Théodore Ranjivason, détenu à la maison de force de Tsiafahy, l'accès aux

médias publics et l'annulation de la nomination du Président de la délégation officielle de la commune urbaine d'Antananarivo, ont été soulevés par Andry Rajoelina.

Rajonsonjato a proposé de fixer la dernière rencontre le jour. « Ce sera une révolution de la dernière chance », a-t-il averti. Raison pour laquelle, il a demandé un ordre du jour bien précis aux médiateurs (FJKm et Onu) et de fixer un délai. Car, « tout le monde a besoin d'une solution de la crise dans un bref délai », a précisé M. Rajoelina. Notons que Marc Ravalomanana a dû interrompre les discussions après 50 minutes à cause d'un autre rendez-vous. Apparemment, le Chef de l'État n'a pas donné une grande importance à cette rencontre.

Face à l'impasse totale des négociations directes, le Président de la transition menace de reprendre le mouvement de contestation. Et ceci sous une autre forme, a-t-il signalé. Sans livrer des détails de la nouvelle version de son combat.

de quitter la table de négociation et de retourner sur la Place du 13 mai dans les prochains jours.

côté du FJKm, les Chefs d'églises affichent un optimisme sans précédent quant à la réussite de leur médiation ..

Toutefois, M. Rajoelina a laissé entendre que « les arrestations ne seront plus tolérées ». Hier, lors de son intervention sur la chaîne Ylva, il dit avoir l'intention de quitter la table de négociation si aucun résultat concret n'est enregistré à partir de ce jour. À ce rythme, la reprise des manifestations sur la Place du 13 mai sera dans quelques jours.

Du côté du pouvoir, c'est le mutisme total. Quant aux quatre membres du Conseil des églises chrétiennes (FJKm), appuyés par les Nations unies, ils n'ont aucune intention de baisser les bras. Tout au contraire, Mgr Odon Razanakolona, à la sortie de la salle de réunion, a affiché un optimisme sans précédent « Les négociations ont franchi une étape importante ce jour (ndir : hier) mais nous sommes contraints de les tenir au secret », a déclaré le Président du FJKm à la presse. Quoi qu'il en soit, il n'a avancé aucune date et encore moins le lieu de la prochaine rencontre. En tout cas, suite au dernier incident à Antanimena, le lieu, l'heure et la date de la rencontre sont désormais tenus au secret. Mais qui a intérêt à saboter la résolution de la crise ?

Alphonse Maka

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Crise à Madagascar

Premier face à face Andry Rajoelina-Marc Ravalomanana : une « trêve » provisoire

MARDI 24 FEVRIER 2009

Bernard YVES

Les jeudi et vendredi de la troisième semaine de février furent marqués par des événements importants à Antananarivo.

Le jeudi 20, après négociations entre les ministres de la Défense, du Gouvernement Ravalomanana et de la Transition, il fut convenu tacitement entre les deux parties de proscrire l'usage de la force. Le Gouvernement de la Haute autorité de la Transition décidait alors la prise pacifique des ministères, en y installant certains ministres, ce qui fut fait sans opposition de la part des forces armées qui avaient dressé des barrages dans les rues alentour du quartier d'Ampefiloha, où se trouvent de nombreux ministères. Jusqu'en début de soirée, quatre ministres de la Transition, conduits par le Premier ministre Monja Roindefo, purent s'installer dans leurs bureaux respectifs : le Ministère de la Sécurité Intérieure, le Ministère de l'Aménagement du territoire, le Ministère de l'intérieur, le Ministère de l'Éducation de base.

Une nouvelle fusillade

La Haute autorité de la Transition décidait alors la mise en place de comités de vigilance populaire, élus par la population des quartiers environnants, chargés de protéger les bâtiments ministériels et le matériel s'y trouvant. Vinrent s'adjoindre à ces comités de vigilance des réservistes qui s'étaient portés volontaires pour leur prêter main-forte. Il importe de noter que ni les comités de vigilance, ni les réservistes n'étaient armés.

Or, le vendredi 21 février, vers trois heures du matin, des groupes de quelque trois cents militaires armés transportés par plusieurs camions et précédés de chars de combat firent irruption sur les lieux, faisant usage de mitraillettes et de canons légers, pour tirer sur les comités de vigilance et les réservistes pourtant désarmés. Ces derniers, submergés par le nombre des assaillants, durent prendre la fuite, mais la fusillade fit neuf victimes dont une femme, et une cinquantaine furent emmenés de force au camp de la gendarmerie de Betongolo où ils furent retenus sans mandat d'arrêt, ni autre décision de justice.

Andry Rajoelina appelle l'armée à se joindre au mouvement populaire

On se doute des sentiments de colère ressentis par les dirigeants du mouvement populaire et la population, révoltés par cette nouvelle tuerie causée par l'utilisation de moyens disproportionnés contre des civils qui ne faisaient que protéger des bâtiments administratifs. La foule rassemblée sur la Place du 13 Mai par les organisateurs du mouvement fut exhortée par Andry Rajoelina à participer à une marche pacifique sur des bâtiments administratifs qui ne furent pas cités ; l'orateur appelait également les officiers supérieurs des forces armées (armée, police, gendarmerie), leur donnant jusqu'à minuit le temps de réfléchir pour se joindre au mouvement.

Si on ignore le nombre de personnel militaire ayant répondu à cet appel, il est notoire que l'utilisation de chars et armes de combat contre des civils causât un véritable séisme au sein des forces armées, les généraux de la gendarmerie et de l'armée ayant été pris de court par les événements. On sait que ces matériels de combat sortis de ces camps par des colonels furent utilisés sans l'aval de leurs supérieurs hiérarchiques.

Contrairement aux affirmations du correspondant de RFI, cette reprise des ministères par le camp Ravalomanana ne fut pas pacifique, car des observateurs nationaux et étrangers (dont des fonctionnaires des Nations Unies qui purent filmer le déroulement des événements) déclarèrent qu'ils croyaient se trouver à Bagdad et non plus à Antananarivo

L'initiative de la FFKM

Alors que Andry Rajoelina, à la tribune du 13 Mai, donnait les détails sur la préparation de la marche pacifique du lendemain, il reçut une missive urgente des quatre dirigeants de la Confédération des Eglises chrétiennes (FFKM) qui l'invitait ainsi que Marc Ravalomanana à se rencontrer dans un lieu « neutre » le même jour à 13 heures. Le FFKM autant que les deux protagonistes étaient conscients que le pays risquait d'aller vers une guerre civile. Andry Rajoelina donnait alors connaissance aux manifestants du contenu de la missive du FFKM et les informait qu'il ne pouvait refuser cette confrontation, s'agissant de l'intérêt supérieur de la Nation

A l'issue de ce premier face -à-face qui ne devait durer que trois quart d'heure, Andry Rajoelina convoqua une conférence de presse et fit une déclaration sur les radios et télévision Viva pour informer l'opinion du déroulement de la rencontre. Par un accord préalable à des discussions plus poussées, les deux parties décidaient que :

- ▶ Les manifestations publiques à Antananarivo seraient suspendues
- ▶ Les membres des comités de vigilance et les réservistes arrêtés le vendredi au petit jour seraient libérés
- ▶ Les médias des deux parties éviteraient les provocations verbales.

Les discussions au fond devaient reprendre ce lundi 23 février, et les observateurs estiment qu'elles dureront un certain temps.

mardi 24 février 2009

Bernard Yves

Source : <http://www.temoignages.re/premier-face-a-face-andry,35310.html>

LE QUOTIDIEN 24/02/09 ~ POLITIQUE

Négociations les deux camps sont entrés dans les détails

Les négociations en vue d'une sortie de crise entre le Président de la République, Marc Ravalomanana, et l'ancien maire de la capitale, Andry Rajoelina, se sont poursuivies hier au Restaurant "Le Hintsy" Ambohimambola. Les discussions se déroulent à huis clos.



Les Raimandreny du Ffkm

Rien n'a filtré hier des négociations entre le Président Marc Ravalomanana et le leader du mouvement de la Place du 13 Mai, Andry Rajoelina. Les deux hommes sont arrivés sur place vers 13 heures 45. Le Chef de l'Etat est sorti vers 14 heures 45, tandis que l'ancien maire de la capitale n'a quitté le "Le

Hintsy" qu'environ un demi-mètre après. La rencontre a été initiée par le Ffkm (Conseil Chrétien des Eglises) en présence du représentant des Nations Unies. Ont été également sur place les membres des représentants des deux parties, à savoir:
-le Président de l'Assemblée

Nationale Jacques Sylla, le Vice-Président du Sénat Noël Rakotondramboa et le Ministre de l'Economie Ivohasina Razafimahefa de la part du Président de la République;

- Ny Hasina Andriamanjato et le général Désiré Philippe Ramakavelo de la part de Andry Rajoelina.

Selon les explications de Monseigneur Odon Marie Arsène Razanakolona, les discussions se sont déroulées à huis clos, en toute confidentialité. Aucune résolution n'a encore été prise et on ne sait quelle sera la durée des pourparlers.

Les deux parties sont entrées dans les détails des négociations qui se sont déroulées dans le calme. "C'est déjà un grand pas que les deux parties ont accepté de se mettre autour d'une table, nous espérons tous que le dialogue aboutisse à une solution pacifique de sortie de crise" a souligné l'Archevêque

d'Antananarivo, Mgr Odon Marie Razanakolona, pour qui "la tenue au secret des discussions est importante" afin de faciliter le processus du dialogue et la recherche des options de sortie de crise. Les négociations se poursuivront ce jour.

Ndrasana

24 FEVRIER 2009

L'ambassadeur des Etats-Unis souhaite une sortie de crise qui respecte la Constitution



Voici un résumé d'un entretien qui a eu lieu hier entre l'ambassadeur des Etats-Unis et le quotidien malagasy Les Nouvelles.

L'ambassadeur des Etats-Unis, Niels Marquardt, se félicite de la tenue des pourparlers entre le chef de l'État Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina. Il tient surtout à saluer le FFKM qui a réussi à jouer avec efficacité son rôle de «*raiamandreny*» et à faire rencontrer les deux protagonistes. D'ailleurs les deux côtés ont accepté une réunion sans conditions d'après lui et il espère que ces négociations mettront un terme au climat inacceptable d'intimidation d'un côté comme de l'autre. Ainsi les positions extrémistes doivent être abandonnées.

En ce qui concerne la sortie de crise, Mr Marquardt déclare qu'elle relève avant tout des Malagasy cependant il souhaite que la Constitution soit respectée. Mais si la sortie de crise est extraconstitutionnelle (gouvernement de transition), il serait nécessaire d'après lui de préconiser la suspension des aides en attendant une situation légale. Les deux parties peuvent trouver une sortie de crise qui respecte la légalité, c'est le souhait de tous les partenaires.

« Parce que le temps presse. (...) Tout le monde le voit, tout le monde le dit, sur le plan économique, Madagascar est en train de s'effondrer ».

Source :

<http://www.topmada.com/2009/02/lambassadeur-des-etats-unis-souhaite-une-sortie-de-crise-que-respecte-la-constitution/>